Niveau(x) d'enseignement: 0 Numéro EDUQ : 8170831
Centre d'intérêt: 30

Amyot, Michel, 1943-.

Conséquences de l'évolution de la population québécoise sur le système scolaire / Michel Amyot ; [pour le] Ministère de l'éducation, Direction générale de la planification, Démographie scolaire. -- [Québec] : Le Ministère, 1976.
iii, 43 f. : graph. ; 28 cm. -- (Document hors série / Service de la démographie scolaire du Québec ; 8)

Bibliographie: f. [42]-43.

Cote Dewey: 371.219'714/A531c Cote LC: LA/418/.93

Descripteur(s): *Taux de scolarisation *Personnel enseignant *Population étudiante *Prévision *Démographie *Maternelle (Niveau) *Primaire (Niveau) *Secondaire (Niveau) *Collégial (Niveau) *Universitaire (Niveau)

Identificateur(s) de nom: *Canada *Etats-Unis

Identificateur(s) de sujet: *Evolution des effectifs

Ce document s'efforce de dégager les grandes lignes des travaux réalisés par le Groupe "démographie scolaire" en ce qui concerne les prévisions de clientèles et de personnels de l'éducation. Après avoir présenté les principaux travaux et leurs résultats, il en dégage les implications majeures en ce qui concerne les années à venir. Les données portent surtout sur la période qui va de 1974 (1961 dans certains cas) à 1986. Quelques comparaisons sont effectuées avec le reste du Canada et les Etats-Unis pour ce qui est du taux de scolarisation. Tous les niveaux d'enseignement sont concernés.

La baisse actuelle des clientèles sera suivie dans les années 80 d'une remontée des effectifs puis à nouveau d'une baisse dans la décennie suivante. Ce contexte de fluctuations des clientèles rend la planification du secteur scolaire assez ardue. C'est en particulier le cas pour ce qui est de la gestion du personnel et l'utilisation rationnelle des équipements.

Type de document: r
Auteur de l'analyse: ar

E D U Q 8170831

Ministère de l'Education
Direction générale de la planification

Démographie scolaire
Document hors série no 8

Conséquences de l'évolution de la population québécoise sur le système scolaire*

Février 1976

Michel Amyot

* Document interne au M.E.Q.

E D U Q 8170831

Ministère de l'Education
Direction générale de la planification

Démographie scolaire
Document hors série no 8

Conséquences de l'évolution de la population québécoise sur le système scolaire*

Février 1976 Michel Amyot

* Document interne au M.E.Q.

TABLE DES MATIERES

Page

1- Les prévisions réalisées---------- 2

1.1 Les clientèles---------- 2

1.2 Les personnels---------- 4

2- Les impacts possibles des résultats des prévisions de la clientèle scolaire---------- 5

2.1 Pour l'ensemble du Québec---------- 5

2.1.1 Les fluctuations futures des clientèles----- 5

2.1.2 Impacts de ces fluctuations---------- 15

2.2 Pour des territoires restreints---------- 21

3- Les prévisions de personnel---------- 26

3.1 Introduction---------- 26

3.2 Les résultats des prévisions d'enseignants-------- 28

3.2.1 Les besoins globaux---------- 28

3.2.2 Les postes à combler---------- 33

3.2.3 A plus long terme---------- 37

CONCLUSION---------- 38

BIBLIOGRAPHIE---------- 42

LISTE DES TABLEAUX

Page

Tableau 1: Taux de scolarisation à temps complet, niveau post-secondaire, Québec et Ontario, 1960, 1965 et 1970---------- 10

Tableau 2: Taux de scolarisation universitaire des 20-24 ans selon la langue: taux prévus dans le Rapport Parent et taux observés (1er, 2ème et 3ème cycles---------- 10

Tableau 3: Population d'âge scolaire par groupes d'âges sexes réunis, 1966 à 1986, Ensemble du Québec----- 13

Tableau 4: Evolution abrégée des effectifs scolaires suivant le niveau et l'hypothèse de prévision, 1966 à 1986. Ensemble du Québec---------- 16

Tableau 5: Simulation No 1; Rapport maître/élèves actuel (niveau de 1974-75). Population enseignante prévue suivant la fonction, le niveau et trois hypothèses de prévision de clientèles. Ensemble du Québec, 1974 à 1986---------- 31

Tableau 6: Postes à combler dans l'enseignement par année et par niveau. Ensemble du Québec---------- 34

LISTE DES GRAPHIQUES

Page

Graphique 1: Evolution de la population d'âge scolaire, Québec, 1966-1986---------- 14

Graphique 2: Evolution de la clientèle scolaire suivant le niveau et les trois hypothèses de prévision. Ensemble du Québec, 1966 à 1986------- 17

Graphique 3: Evolution du personnel enseignant suivant trois hypothèses de prévision de clientèle et trois simulations du rapport maître/élèves. Ensemble du Québec, 1974 à 1986------- 32

Conséquences de l'évolution de la population québécoise sur le système scolaire[1]

La baisse de la fécondité qui touche le Québec depuis le début des années soixante fait de plus en plus prendre conscience aux administrateurs scolaires des liaisons étroites entre l'évolution de la population en terme quantitatif et les services éducatifs que l'Etat doit rendre à cette population.

Le M.E.Q. peut se vanter d'avoir, depuis près de 10 ans, considéré comme très importantes les études de population et en particulier de la population scolaire. C'est ainsi que le Groupe "démographie scolaire" de la Direction générale de la planification a effectué de nombreuses études de prévisions de clientèles et de personnels de l'éducation. C'est à partir des résultats de ces études que nous tenterons de montrer quelques-unes des conséquences prévisibles, sur le système scolaire, de l'évolution de la population scolaire.

Nous présenterons d'abord les principaux travaux et leurs résultats, tant pour les clientèles que pour les personnels, puis nous en dégagerons les principales implications.

---

(1) Ce texte, dans ses grandes lignes, a fait l'objet d'un exposé aux membres du Comité de coordination de la Direction générale de la planification, en novembre 1975.

1- Les prévisions réalisées[1]

1.1 Les clientèles

Le Groupe démographie scolaire a réalisé au cours des récentes années des prévisions pour tous les niveaux d'enseignement à l'exception de l'éducation aux adultes. Sauf, pour le niveau universitaire, ces prévisions répartissent les clientèles suivant l'âge et le sexe, les niveaux d'enseignement et pour chacune des régions administratives scolaires. Ces prévisions s'étalent sur une période de 12 ans, soit de 1974 à 1986. Les données prévisionnelles sont aussi disponibles pour chacun des deux réseaux d'enseignement, public et privé. Cependant, dans ce dernier cas, les variables âge et sexe n'ont pu être retenues.

Pour le niveau universitaire[2] les résultats font état de chacune des universités et se partagent en fonction des dix grands groupes de disciplines tels que définis par la classafication Clarder. Des prévisions ont également été préparées pour chacun des trois cycles d'études et séparément pour les étudiants réguliers à temps complet et les étudiants réguliers à temps partiel.

---

(1) Voir la bibliographie à la fin du texte.

(2) Il s'agit là d'une première étude que nous menions concernant le niveau universitaire. Elle doit être considérée davantage comme un document de travail, notamment en ce qui concerne la méthodologie. Sa poursuite, conjointement avec les universités, devrait permettre d'avoir des résultats plus fiables au début de l'été 76.

Toutes ces prévisions à long terme ont été préparées selon la méthode des taux de scolarisation. Pour les niveaux infra-universitaires, il s'agit plus précisément de taux par âge et par sexe tandis qu'au niveau universitaire, plus particulièrement au premier cycle, nous devons, faute de données plus précises, calculer un taux de scolarisation par rapport à l'ensemble de la population âgée de 18 à 24 ans.

Ajoutons, afin de compléter ce portrait des prévisions, que nous avons préparé pour les fins des immobilisations scolaires, un très grand nombre d'études prévisionnelles pour les niveaux "maternelle", élémentaire et secondaire, suivant la méthode des taux de passage. Nous n'avons malheureusement pas contribué à l'élaboration des prévisions pour fins d'immobilisations touchant les niveaux collégial[1] et universitaire. Ces prévisions, liées aux projets d'immobilisations, s'adressent la plupart du temps à des populations très réduites en nombre et dispersées géographiquement. C'est ainsi qu'on étudiera la population scolaire d'un quartier relevant d'une commission scolaire et bien souvent suivant la langue d'enseignement. Ces prévisions sont toujours reliées directement à la prise de décision concernant chacun de ces projets d'immobilisations et dont la masse budgétaire annuelle s'élève à environ 200 millions de dollars. Soulignons enfin que ce modèle de prévision a été informatisé.

---

(1) Depuis janvier 1976 les études démographiques du niveau collégial ont été intégrées pour une période d'essai au Groupe démographie scolaire.

Le Groupe démographie scolaire prépare également, au début de chaque année scolaire, des estimations de clientèle pour chacun des niveaux d'enseignement tant du réseau public que du réseau privé.

1.2 Les personnels

A partir des prévisions de clientèles préparées par la méthode des taux de scolarisation — prévisions à long terme — nous avons élaboré des prévisions de besoins en maîtres pour chacun des niveaux d'enseignement. Trois hypothèses de rapport élèves/maître ont été retenues dans ce travail. Nous avons également tenu compte de l'un des phénomènes les plus importants dans la détermination des besoins en nouveaux maîtres, soit la mobilité de ces personnels, en particulier les départs annuels de la profession. Faute de données et surtout de ressources humaines, nous n'avons malheureusement pas pu régionaliser ces prévisions, ni faire la distinction entre le réseau public et le réseau privé.

2- Les impacts possibles des résultats des prévisions de la clientèle scolaire

2.1 Pour l'ensemble du Québec

2.1.1 Les fluctuations futures des clientèles

Deux phénomènes majeurs déterminent l'évolution de la population scolaire[1], soit: l'évolution de la structure par âge de la population et l'intensité de la fréquentation scolaire.

La structure par âge

La structure par âge d'une population dépend de l'évolution des phénomènes démographiques que sont les naissances, les décès et les migrations. Dans notre contexte québécois, il est important de savoir que les études prévisionnelles reliées à ces trois phénomènes laissent voir qu'une augmentation du nombre des naissances devrait survenir au cours des prochaines années. En effet, l'augmentation du nombre de femmes en âge de procréer, — il s'agit des femmes nées au cours du "baby boom" — sans augmentation des taux de fécondité par âge, devrait, aux dires des démographes, entraîner un accroissement important du nombre de nouveaux-nés au

---

(1) Pour une analyse plus précise et l'identification des autres facteurs qui influencent la scolarisation, on consultera le document intitulé La fréquentation scolaire au Québec 1966-1986 (voir bibliographie).

cours du dernier lustre des années '70 et du premier des années '80[1]. Par ailleurs, la mise en place éventuelle d'un ministère de la population et des ressources humaines, liée à la définition d'une nouvelle politique d'immigration[2] pour le Canada, et une amélioration de la situation économique pourraient entraîner au cours des prochaines années un bilan migratoire net positif pour le Québec[3].

L'intensité de la fréquentation scolaire

Considérant que la scolarisation est à peu près complète entre 6 et 14 ans inclusivement, ce sont les variations des taux aux âges inférieurs ou supérieurs aux âges de fréquentation obligatoire qui pourront influencer, en plus de la structure par âge, le volume futur des clientèles sco-

---

(1) La population âgée de 0-4 ans passerait de 452 200 en 1972 à 588 800 en 1975, 685 600 en 1980, 657 700 en 1985, 584 300 en 1995 et 566 300 en 2000, Statistique Canada, Projections démographiques pour le Canada et les provinces 1972 à 2001, Projection A.

(2) Le phénomène migratoire a des impacts importants sur le système scolaire. En effet, "en l'absence de migrations interprovinciales et internationales entre 1966 et 1971, le Québec aurait eu en 1971 environ 20 000 élèves et étudiants de plus dans son réseau scolaire, ce qui représente quand même, pour une période de cinq ans, un nombre non négligeable d'établissements scolaires et d'enseignants". I.N.R.S., Perspectives de population dans les territoires des commissions scolaires régionales du Québec, 1972 à 1986, Rapport technique, chapitre 4, à paraître, printemps 1976.

(3) Pour plus de détails concernant les prévisions de population pour le Québec, on pourra consulter les études du B.S.Q., de Statistique Canada ou de l'I.N.R.S. citées en bibliographie.

laires. Dans nos travaux prévisionnels, nous avons retenu trois hypothèses quant à l'évolution future de ces taux[1], soit:

	hypothèse faible		hypothèse forte		hypothèse de stagnation	
	1974	1986	1974	1986	1974	1986
15 ans	97,0	95,0	97,0	98,0	97,0	97,0
16 ans	80,0	75,0	80,0	93,0	80,0	83,0
17 ans	63,0	43,0	63,0	72,0	63,0	51,0
18 ans	40,0	37,0	40,0	55,0	40,0	41,0
19 ans	23,0	15,0	23,0	19,0	23,0	17,0
20 ans	9,0	2,0	9,0	5,0	9,0	2,0

Il est bon de rappeler que nos taux de scolarisation sont parmi les plus bas au Canada. En effet, en 1972/73 l'intensité de la fréquentation scolaire chez les garçons se présentait de la façon suivante[2]:

	Québec	Canada	Ontario	Région Atl.	Yukon et T.N.O.
15 ans	97,2	96,0	99,5	93,8	68,7
16 ans	75,8	86,2	91,6	79,5	64,4
17 ans	56,7	66,1	77,3	53,9	53,2

(1) Ces taux excluent les étudiants du niveau universitaire dont nous ignorons l'âge.

(2) Revue des politiques de l'éducation au Canada. Avant-propos et introduction. Rapport du Gouvernement d'Ottawa, p. 43. Pour le Québec, il s'agit des taux tirés de nos documents prévisionnels.

C'est la fréquentation au niveau collégial et universitaire qui explique la faiblesse des taux de scolarisation du Québec. Ainsi, les taux de scolarisation de niveau collégial au Québec et aux Etats-Unis, pour l'année 1974/75 sont les suivants:

	Québec[1]	Etats-Unis[2]
17 ans	17,9%	63,5%
18 ans	23,7%	46,9%
19 ans	17,3%	35,2%
20 ans	10,5%	30.0%

Au niveau universitaire, les taux ont crû considérablement depuis 1960 mais ils n'ont pas rejoint ceux de l'Ontario. Plus encore, l'écart entre les taux de l'Ontario et ceux de Québec s'est accru, sauf pour les 18-21 ans au niveau sous gradué où l'écart s'est très faiblement réduit (tableau 1). Il n'y a pas lieu de croire que la situation s'est redressée au cours des dernières années. Par ailleurs, au Québec même,

---

(1) Taux calculés à partir des statistiques de la DGEC.

(2) U.S. Bureau of the Census, Current Population Report, Series P. 20, no 28, "School Enrollment — Social and Economics Characteristics of Students, October 1974", Washington, 1975, p. 49. On n'a retenu que les groupes d'élèves qui se comparent à ceux inscrits dans nos collèges.

les taux de scolarisation universitaires des 20-24 ans présentent toujours des différences considérables entre anglophones et francophones(1). Les taux des francophones n'ont toujours pas rejoint les prévisions de pleine scolarisation universitaire des auteurs du Rapport Parent (tableau 2). Les prévisions les plus optimistes permettent difficilement de croire qu'en 1986 ces différences se seront éliminées et que les objectifs de scolarisation seront atteints(2).

---

(1) Cette distinction est basée sur l'université fréquentée et non l'origine linguistique des étudiants. Cependant, le nombre de francophones qui fréquentent une université anglaise n'est pas suffisant pour expliquer les écarts observés.

(2) On pourra consulter à cet effet les études réalisés par Michel Robillard à la vice-présidence à la planification de l'Université du Québec, notamment celles reliées au projet d'immobilisation pour l'U.Q.T.R.

Tableau 1: Taux de scolarisation à temps complet, niveau post-secondaire, Québec et Ontario, 1960, 1965 et 1970*

Année	des 18-21 ans au niveau sous-gradué (1)				des 22-24 ans au niveau sous-gradué (2)			des 18-24 ans au post-secondaire			
	Québec		Ontario	Ratio Q/O	Québec	Ontario	Ratio	Québec		Ontario	Ratio Q/O
	Taux brut	Taux stand. (3)						Taux brut	Taux stand. (3)		
1960	11,3	6,5	9,5	0,68	0,9	1,1	0,82	7,1	5,0	5,9	0,85
1965	15,3	8,7	13,0	0,67	2,3	2,6	0,88	10,2	7,1	8,9	0,80
1970	20,6	13,7	19,6	0,70	2,3	4,0	0,58	13,2	10,3	13,2	0,78

(1) Collégial général et 1er cycle universitaire

(2) 2ème et 3ème cycles

(3) Les taux sont tirés de Statistique Canada, "L'Education au Canada", catalogue 21-229, 1973. Les taux du Québec ont été standardisés pour les rendre comparables à ceux de l'Ontario.

Tableau 2: Taux de scolarisation universitaire des 20-24 ans selon la langue: taux prévus dans le Rapport Parent et taux observés (1er, 2ème et 3ème cycles)*

Année	Prévisions du Rapport Parent		Observation	
	Anglophones	Francophones	Anglophones (1)	Francophones (1)
1961	9,2	4,2	11,4	2,9 (2)
1966	10,0	6,2	20,2 (3)	5,1 (3)
1971	11,0	9,7	19,3	8,0 (4)
1976	12,5	10,1		9,5
1981	14,1	13,3		

(1) Les taux observés sont calculés en rapportant les inscriptions des 1er, 2ème et 3ème cycles des universités anglophones à 16% de la population du Québec et des universités francophones à 84% de cette population.

(2) Incluant le 2ème cycle du Brevet A dans les écoles normales.

(3) Taux pour l'année 1972.

(4) Taux approximatif pour 1975.

* Source: Robillard Michel, Université du Québec, Siège social, Vice-présidence à la planification.

A notre avis, la diversité des systèmes d'enseignement que nous avons comparés ne peut expliquer ces différences importantes. Dans quelle mesure ces taux plus faibles pour le Québec influencent-ils les taux de chômage chez les jeunes de 14 à 19 ans? Il est difficile de répondre à cette question. On constate cependant qu'au cours des deux dernières années ces taux étaient les suivants(1):

	1973	1974
Hommes	18,1	17,1
Femmes	14,9	12,4
Total	16,7	14,7

Pour les niveaux infra-universitaires, la confrontation de nos prévisions avec les données observées nous permet de constater que c'est une moyenne entre l'hypothèse faible et l'hypothèse de stagnation qui semble en voie de se réaliser. On se dirigerait donc, au cours des prochaines années, vers une diminution de l'intensité de la fréquentation scolaire chez les adolescents de 20 ans et moins. Ce qui est important de noter, c'est que cette diminution se fait au moment même où se produit le rajeunissement des clientèles des niveaux secondaire et collégial, suite à l'application du règlement numéro 7 et à l'arrivée à ces mêmes niveaux d'enseignement, et plus particulièrement au secondaire, de générations moins nombreuses nées au cours des années '60.

---

(1) Source: Données non publiées, Ministère de la Main-d'Oeuvre, Ottawa. On n'a pu obtenir les données de l'Ontario.

Ainsi, lorsque l'on combine les effets de l'évolution de la structure par âge et de l'évolution des taux de scolarisation, on constate que les effets de la structure par âge sont actuellement des plus importants et engendrent des diminutions considérables de clientèles pour les niveaux maternelle, élémentaire et secondaire. Pour sa part, le collégial devrait être touché, vers la fin des années '70, par l'impact de la baisse de la fécondité. La chute de ses effectifs sera d'autant plus importante que les taux de scolarisation n'augmentent pas et ne peuvent donc pas contrer, en tout ou en partie, les effets de structure par âge (voir tableau 3 et graphique 1). Ce même scénario devrait se reproduire au niveau universitaire au début des années '80.

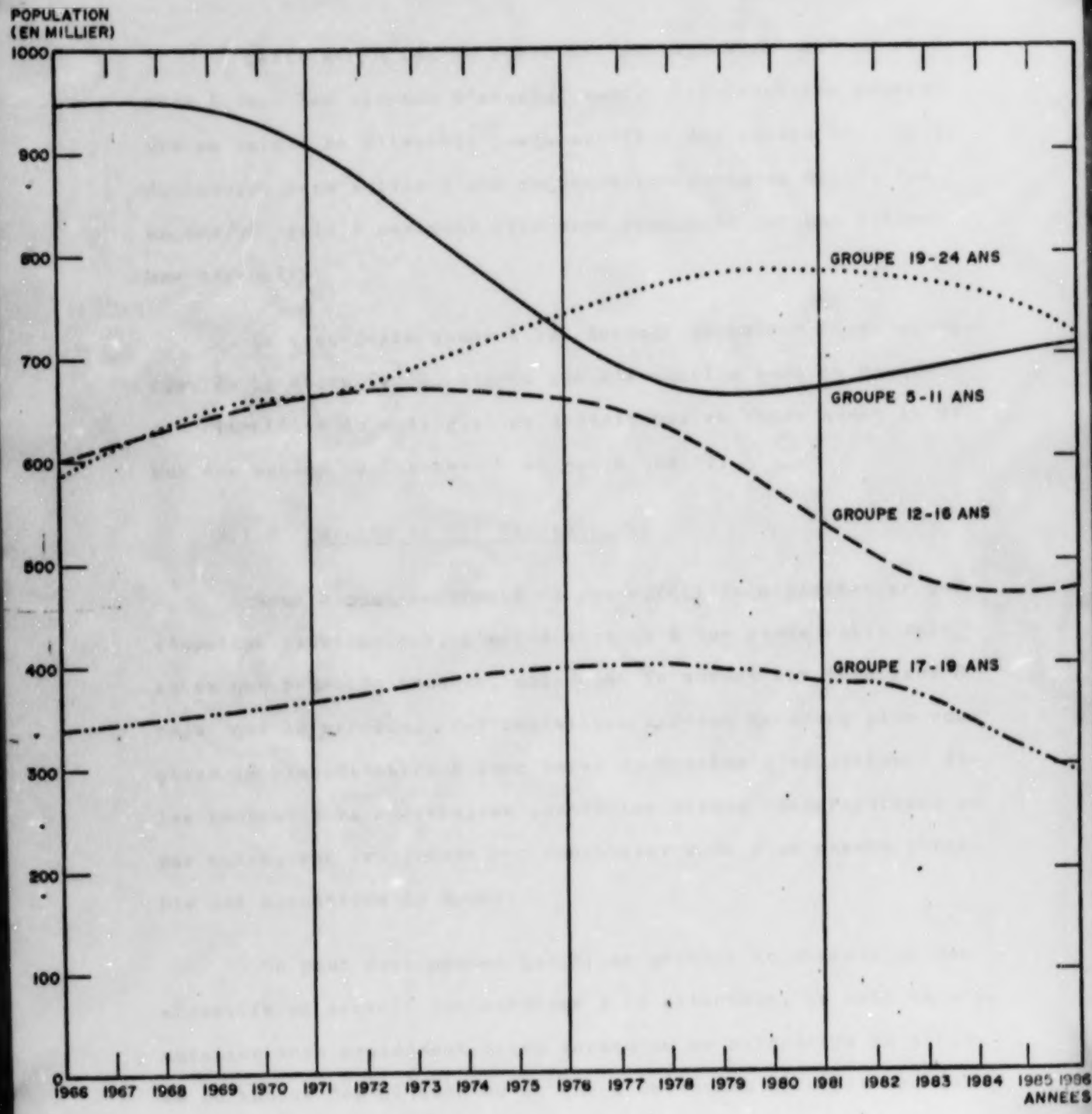
Alors que les niveaux collégial et universitaire seront aux prises avec la baisse de leurs effectifs réguliers, les niveaux maternelle et élémentaire commenceront à subir les effets d'un deuxième "baby boom". En d'autres termes, nous subirons au cours des années '80 les retombées de l'explosion démographique de l'après-guerre. La population âgée de 5 ans devrait atteindre un nouveau sommet au milieu des années '80, puis, suite à l'arrivée à l'âge de procréation des petites générations nées au cours des années '60, les classes maternelles devraient voir leur nombre d'élèves diminuer à nouveau vers la fin des années '90 (tableau 4 et graphique 2).

Tableau 3 : Population d'âge scolaire par groupes d'âges, sexes réunis, 1966 à 1986, Ensemble du Québec(1)

	5-11	12-16	17-19	18-24	19-24
1966	944 434	598 599	337 366	697 739	584 695
1967	945 536	615 474	340 218	722 021	608 459
1968	945 807	627 627	347 480	747 570	631 694
1969	939 379	639 932	353 873	767 137	649 022
1970	924 317	650 290	359 215	779 981	660 124
1971	903 260	662 325	360 725	784 870	664 990
1972	874 564	665 223	373 557	796 953	672 364
1973	830 433	666 698	383 355	818 880	689 129
1974	796 136	666 656	388 639	837 066	707 911
1975	758 072	663 846	391 559	854 131	723 997
1976	721 254	656 273	395 347	868 725	736 118
1977	689 045	645 749	398 237	887 710	755 412
1978	669 308	625 047	398 047	903 224	770 050
1979	660 343	599 997	393 507	912 111	779 354
1980	662 698	564 147	389 684	909 658	781 854
1981	668 519	530 825	381 944	908 641	779 374
1982	674 706	500 416	378 382	900 700	775 886
1983	684 962	477 578	361 830	891 979	767 841
1984	693 017	467 110	340 653	873 952	760 875
1985	700 994	467 164	311 513	846 992	743 185
1986	708 551	470 125	292 258	813 630	718 723

(1) Source: DUFOUR, Desmond, LAVOIE, Yolande; La fréquentation scolaire au Québec 1966-1986, M.E.Q., Direction générale de la planification, Démographie scolaire, Document 9-20.

GRAPHIQUE 1 ÉVOLUTION DE LA POPULATION D'ÂGE SCOLAIRE, QUÉBEC, 1966-1986



Source: Dufour Desmond et Lavoie Yolande, LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE AU QUÉBEC, 1966-1986, doc. 9.20, tableau 1, page 15

Cette évolution en forme de "montagnes russes" se répétera à tous les niveaux d'enseignement. L'élémentaire poursuivra sa baisse de clientèle jusqu'au début des années '80. Cette diminution sera suivie d'une augmentation jusqu'au milieu des années '90, puis à son tour elle sera remplacée par une baisse des effectifs.

Le secondaire, quant à lui, devrait décroître jusqu'au milieu de la décennie 80, tandis que l'évolution vers la hausse des clientèles du collégial ne devrait pas se faire avant le début des années '90 (tableau 4 et graphique 2).

2.1.2 Impacts de ces fluctuations

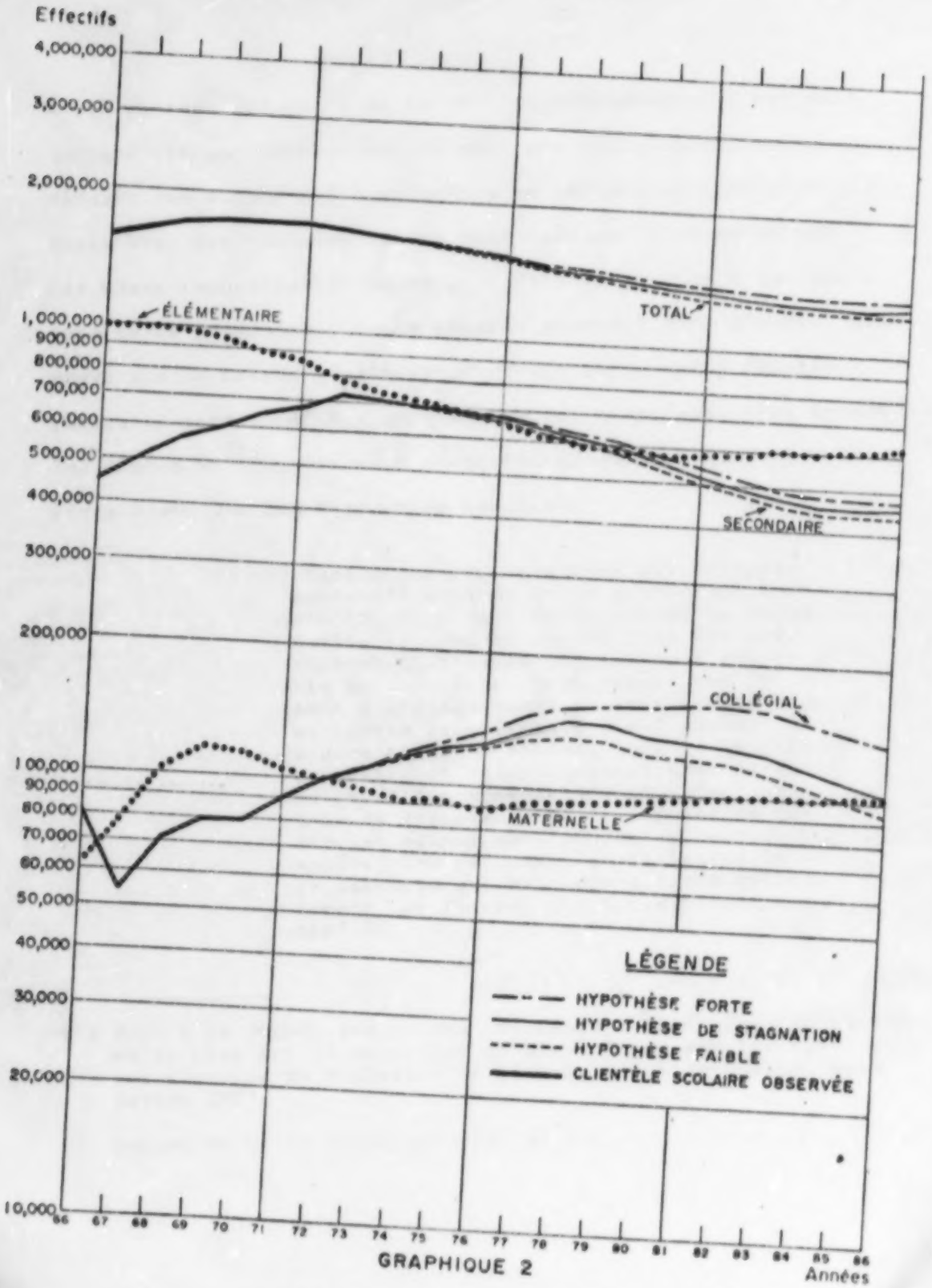
Nous sommes confronté à des effectifs scolaires en perpétuelles fluctuations, c'est-à-dire qu'à une pente raide fait suite une remontée brusque, mais dont le sommet est inférieur à celui qui le précède. Ces variations rendent beaucoup plus complexe la planification à long terme du système d'éducation. Elles rendent plus nécessaires encore les études démographiques et par conséquent impliquent la connaissance la plus exacte possible des situations du moment.

On peut donc penser que, si en période de diminution des effectifs on accroît les services à la clientèle, le coût de l'éducation sera grandement accru lorsqu'on se retrouvera en période de hausse des clientèles et que l'on voudra maintenir ce qui

TABLEAU 4 ÉVOLUTION ABRÉGÉE DES EFFECTIFS SCOLAIRES SUIVANT LE NIVEAU ET L'HYPOTHÈSE DE PRÉVISION, 1966 À 1986. ENSEMBLE DU QUÉBEC

NIVEAUX	1966	1971	1976	1981	1986
			HYPOTHÈSE FAIBLE		
MATERNELLE	60,836	105,556	87,800	96,000	101,300
ÉLÉMENTAIRE	982,394	857,739	641,400	575,900	610,400
SECONDAIRE	449,466	670,851	663,400	504,200	441,300
COLLÉGIAL	82,000	90,319	121,700	120,000	93,700
ENSEMBLE	1,574,696	1,724,465	1,514,300	1,296,100	1,246,700
			HYPOTHÈSE DE STAGNATION		
MATERNELLE	60,836	105,556	87,800	96,000	101,300
ÉLÉMENTAIRE	982,394	857,739	641,400	575,900	610,400
SECONDAIRE	449,466	670,851	668,700	518,000	445,400
COLLÉGIAL	82,000	90,319	124,300	131,500	103,600
ENSEMBLE	1,574,696	1,724,465	1,522,200	1,321,400	1,270,700
			HYPOTHÈSE FORTE		
MATERNELLE	60,836	105,556	87,800	96,900	101,300
ÉLÉMENTAIRE	982,394	857,739	641,400	575,900	610,400
SECONDAIRE	449,466	670,851	676,600	544,400	479,300
COLLÉGIAL	82,000	90,319	132,400	158,400	133,700
ENSEMBLE	1,574,696	1 724,465	1,538,200	1,374,700	1,324,700

EVOLUTION DE LA CLIENTÈLE SCOLAIRE SUIVANT LE NIVEAU ET LES TROIS HYPOTHÈSES DE PRÉVISION ENSEMBLE DU QUÉBEC, 1966 À 1986



GRAPHIQUE 2

a été consenti au cours de la période précédente. C'est ainsi qu'il n'est pas certain que ce soit une bonne solution que de réduire les rapports élèves/maître en période de diminution de clientèle, car quelques années plus tard, si l'on maintient les mêmes rapports, il faudra peut-être faire face à une grave pénurie de personnel. Cette pénurie pourrait être d'autant plus grave que le bassin d'alimentation sera alors moins important puisqu'il sera formé des générations peu nombreuses nées durant les années '60[1]. Citons à ce propos un extrait du projet du Livre Blanc sur les Ressources humaines:

> "Etant donné les relations qui existent entre l'évolution de la population dans son ensemble et l'évolution de la population active, et compte tenu des prévisions quant à la population d'ensemble du Québec, on peut penser que le taux d'accroissement se maintiendra à un niveau relativement élevé pendant encore quelques années, puis il devrait connaître un ralentissement très marqué au cours des années 1980-90. Ce faible taux de croissance de la population active se maintiendra pendant plusieurs années, les résultats de la baisse de la natalité que nous connaissons présentement, se faisant alors pleinement sentir"[2].

---

(1) Voir à ce sujet les travaux du Conseil Economique du Canada et le chapitre II du projet de Livre Blanc sur les Ressources humaines du Ministère de l'Immigration du Québec, septembre 1975.

(2) Projet de Livre Blanc, op. cit. p. 53.

On peut également penser que si le Québec maintient stable la qualité de l'enseignement — qualité qui s'est considérablement améliorée depuis le début des années '60 et dont on n'a pas encore mesuré toutes les retombées — on pourrait au cours des prochaines années réaliser d'importantes économies au chapitre de l'éducation ou tout au moins accroître le rendement de certaines dépenses faites en éducation. Pendant ces années, ce sont d'autres secteurs de l'activité gouvernementale qui pourraient bénéficier de ces sommes. Pensons entre autres aux affaires sociales et plus particulièrement au chapitre des personnes âgées(1), à la santé, à l'environnement, etc.

L'analyse et la prévision des clientèles font ressortir un autre élément qu'il ne faudrait pas négliger, soit l'accroissement très considérable du nombre d'élèves dits inadaptés. Au cours des dernières années, ce nombre a crû à une vitesse vertigineuse et dépasse aujourd'hui 89 000. Si l'on n'y prend garde cette catégorie d'élèves comptera pour près de 15% des effectifs des commissions scolaires. Il y a présentement des commissions scolaires où ce pourcentage est déjà atteint et même dépassé. Compte tenu qu'un bon nombre des enfants inscrits en enfance inadaptée ne le sont que pour une seule année, le pourcentage d'enfants d'une génération qui auront été considérés comme inadaptés

---

(1) Cette population des plus de 65 ans doublera au cours des prochaines années.

au cours de leurs années scolaires, dépasse largement le chiffre indiqué ci-dessus. Il faut remarquer que cette croissance vertigineuse des élèves dits inadaptés se produit au moment même où l'on subit une forte diminution des clientèles. Cet accroissement permet à plusieurs organismes d'enseignement de ne pas congédier d'enseignants et, jusqu'à un certain point, de ralentir la diminution de leur budget. A notre avis, en cette période de diminution de clientèles, il y a lieu de s'interroger sur la croissance du nombre et de la proportion des élèves inadaptés. Où veut-on s'arrêter?(1)

On aura remarqué que jusqu'ici nous avons été avare d'information sur les types de formation choisis par les élèves. Cela est dû principalement à une lacune importante quant à la disponibilité et à la qualité des données statistiques au niveau secondaire. Nous voulons combler ce vide au cours des prochains mois. C'est pourquoi nous avons inclus dans nos priorités l'analyse de l'évolution des clientèles suivant les types de formation

---

(1) - Cette clientèle est passée de 45 268 en 1970-71 à 83 815 en 1974-75 soit une augmentation de 85%. En 1974-75, on retrouvait 6,0% de toute la population scolaire des niveaux élémentaire et secondaire ensuite en enfance inadaptée. Selon le Service de l'enfance inadaptée de la DGES, le nombre d'inscrits en enfance inadaptée devrait atteindre 92 915 en 1975/76. Ce chiffre ne représenterait que 60% de la clientèle potentielle de l'enfance inadaptée. Cette clientèle potentielle serait donc en 1975-76 de 136 800 enfants, soit plus de 10% de la clientèle totale.

- Il ne faut pas oublier non plus, que la croissance de ces clientèles a des effets importants sur les besoins en places/élèves (immobilisations).

et suivant les familles ou techniques, tant au collégial qu'au secondaire[1]. Par la suite, nous élaborerons des prévisions pour chacune de ces clientèles et nous tenterons de fournir les indications les plus précises possible quant au nombre des futurs diplômés[2]. On peut d'ores et déjà prévoir que toute politique de formation professionnelle qui sera élaborée en ne tenant pas compte de ces fluctuations, fera fausse route. En effet, comment se fera la gestion des options professionnelles au niveau régional et infrarégionale dans cette période d'instabilité des clientèles? Devra-t-on conserver les mêmes seuils minimaux pour maintenir ouverte une option? etc. Comment palliera-t-on la pénurie prévue de main-d'oeuvre dans certains secteurs? Comment la formation professionnelle des adultes pourra-t-elle pallier ces pénuries?

2.2 Pour des territoires restreints

Les phénomènes décrits ci-dessus ne demeurent pas toujours vrais lorsque notre analyse porte sur des espaces géographiquement réduits. Le phénomène migratoire devient alors le

---

(1) Pour pallier la qualité médiocre des données au niveau secondaire nous devrons nous inspirer des méthodes d'analyses pour statistiques imparfaites.

(2) La situation présente des diplômés apparaît dans les documents intitulés Diplômés et publiés annuellement depuis 1969.

principal responsable des fluctuations de population. Ce fait est surtout vrai dans les banlieues des grands centres où se produisent de véritables explosions domiciliaires. De même aussi, mais à un moindre degré, dans les régions marginales et/ou les régions rurales où l'émigration demeure très forte.

L'importante mobilité de la population québécoise devrait inciter les pédagogues à s'interroger sur les bienfaits ou les méfaits des disparités pédagogiques qui existent au Québec. Lorsque 40% de la population âgée de 5 à 19 ans, dont la grande majorité est une population scolaire, change de résidence sur une période de 5 ans (1966-1971) cela ne peut qu'avoir des implications sur la plan pédagogique. On pouvait ajouter que ces migrations peuvent avoir des implications importantes sur les enfants qui se voient obligés de s'adapter à des méthodes d'enseignement différentes en plus d'avoir à naviguer dans un nouvel environnement(1).

L'évolution globale des effectifs a des impacts considérables sur les immobilisations. Beaucoup de personnes sont surprises de l'ampleur que connaît encore le phénomène des constructions d'écoles, surtout en cette période de diminution importan-

(1) Il existe au moins trois méthodes d'apprentissage de la lecture à l'élémentaire et au moins autant, sinon plus, de méthodes d'apprentissage des mathématiques au même niveau. Au secondaire, le nombre de méthodes différentes d'apprentissage est certainement encore plus grand notamment en sciences. Il serait très révélateur de savoir combien d'enfants ont dû réapprendre à lire, ou sont devenus de ces élèves en difficultés d'adaptation ou d'apprentissage, à cause d'une migration familiale qui les a obligés à s'inscrire dans une école où la méthode d'apprentissage de la lecture différait de leur école d'origine. Voir les études de l'INRS pour quantifier ce phénomène migratoire au niveau de chacune des C.S.R.

te des clientèles. Plusieurs facteurs expliquent cette situation. D'abord, la mobilité géographique de la population. L'exode des centres-villes vers les banlieues, et des régions rurales vers les banlieues des grands centres, est un premier facteur. L'impact quantitatif de ces migrations est particulièrement considérable dans certaines commissions scolaires. En chiffres arrondis, pour la période 1966-1971 (dernière période connues), on obtient pour la population âgée de 0 à 19 ans les résultats suivants: + 5 000 à Lignery, + 6 000 à Chauveau et Saint-Jérôme, + 10 000 à Chambly et + 11 000 sur le territoire de Ville-Laval. Par contre, ces chiffres sont de - 7 000 à Québec (ville de) et - 35 000 dans l'île de Montréal. De tels chiffres répartis sur une courte période, ont des impacts importants sur les projets de construction et d'achats d'équipements scolaires de même que sur la gestion des personnels. Ces migrations ont également comme conséquences de rendre précipitamment vétustes des équipements qui normalement auraient continué à être utilisés et elles créent une demande très forte en nouveaux équipements.

La détermination de la taille des écoles est un problème sous-jacent à celui des nouvelles constructions, notamment à l'élémentaire. Dans la majorité des cas, ces nouvelles écoles sont construites en fonction du nombre d'enfants présents dans le nouveau quartier et non en fonction de la clientèle qu'on y retrouve-

ra lorsque le quartier aura vieilli. Cette façon de faire explique que nombre d'écoles construites au début des années '60 ne sont plus occupées à leur pleine capacité. A notre avis, une utilisation rationnelle de locaux préusinés et une politique équitable du transport scolaire à l'élémentaire éviteraient la mise en place d'équipements extrêmement coûteux et souvent inutiles à moyen terme.

S'il faut s'interroger également sur l'à-propos de vendre des écoles, surtout celles qui sont localisées près des centres résidentiels, il faut également réfléchir sur le type d'équipement dont ont besoin les centres à faible densité de population. Par exemple, doit-on ajouter un gymnase, ou construire une nouvelle école avec gymnase, dans un centre où la clientèle est et demeurera inférieure à 200 élèves? Ces centres devenant de plus en plus nombreux, il y aurait lieu de se pencher sur cette question des services minimaux et sur la rentabilité des investissements à y faire[1].

L'importante diminution de clientèle que connaîtront nombre de commissions scolaires au cours des prochaines années — déjà la C.E.C.M. a "perdu" plus de 40% de ses effectifs, certaines autres commissions auront des diminutions supérieures à 60% pendant les dix prochaines années — pose et posera d'une façon plus aiguë encore le problème du financement.

---

(1) Bien sûr, on ne peut y exiger la même rentabilité qu'en milieu urbain. Il doit ou devrait cependant exister un minimum à ne pas franchir, car alors d'autres populations seraient pénalisées.

Le maintien d'un type de financement lié au nombre d'élèves risque d'entraîner d'énormes disparités dans les services pédagogiques que pourront dispenser les commissions scolaires. D'autres commissions scolaires seront aux prises avec un surplus considérable de locaux, mais dont il ne faudra pas nécessairement se départir. Quelle utilisation pourra-t-on faire de ces locaux qui peut-être, seront nécessaires quinze ans plus tard, lorsque les effectifs croîtront de nouveau? Rien ne nous assure cependant que la clientèle sera présente là où des locaux seront disponibles.

3- Les prévisions de personnel

3.1 Introduction

Les fluctuations de clientèles scolaires influenceront les besoins en personnel de l'éducation: enseignants, professionnels non enseignants, principaux, directeurs, etc. Dans maints milieux on a fortement souligné le nombre de postes qui seront ainsi perdus. On a également eu tendance très souvent à mettre en relation: réductions des effectifs enseignants et enseignants licenciés[1]. En fait on insiste dans plusieurs milieux pour qu'en cette période de diminution de la clientèle on réduise les rapports élèves/maître afin de minimiser les présumées mises à pied d'enseignants.

A notre avis, ces propos simplifient dangereusement le problème. D'une part, le personnel enseignant, comme tout autre groupe professionnel ou ouvrier, a une forte propension à modifier au fil des années son "plan de carrière". On n'est pas enseignant un jour et enseignant toujours! Ce phénomène de la mobilité est très important parmi les enseignants. Les conditions de travail qu'on dit pénibles sont une explication trop facile à notre avis. La composition même de ce corps est un élément qui favorise la mobilité. En effet plus de 60% des enseignants sont de sexe féminin et pour bon nombre d'entre ces femmes la naissan-

(1) Voir à ce sujet les communications de Zoltan Zsigmond de Statistique Canada et plus particulièrement son texte paru dans Statistique de l'enseignement - estimation 1975-76, Statistique Canada, Catalogue 81-220, août 1975, p. 24.

ce d'un enfant entraîne la cessation du travail pour au moins quelques années. La jeunesse de l'ensemble du personnel est un second facteur qui explique cette forte mobilité. L'expérience d'un premier travail ne plaît pas toujours et on cherche autre chose qui conviendra davantage, surtout que de plus en plus de jeunes enseignants ont acquis une solide formation qui peut être mise à profit ailleurs que dans l'enseignement. On n'allongera pas inutilement les éléments explicatifs. Mais on retiendra que le nombre annuel de départ de la profession enseignante est suffisamment élevé pour contrer les "dangers" que posent la baisse des clientèles. La prise en compte de ce phénomène de la mobilité a été à notre avis beaucoup trop négligée dans toutes ces discussions entourant la diminution du nombre d'enseignants et les mises à pied éventuelles.

D'autre part, l'expérience des dernières années démontre qu'il n'y a pas de surplus d'enseignants au Québec, mais bien un manque, notamment dans certains domaines spécialisés et dans certaines régions. Nous touchons là un problème considérable: celui de la mobilité géographique des membres d'un corsp d'emploi. Dans le cas présent, ce n'est pas une usine qui change de ville et qui entraîne la migration de ses ouvriers, mais un double phénomène — diminution des naissances et modification du lieu de résidence d'une partie importante de la population — qui produit presque le même résultat. En effet, alors que certaines commis-

sions scolaires voient le nombre de leurs élèves diminuer considérablement, d'autres subissent une augmentation d'élèves ou demeurent au statu quo[1]. Ainsi, s'il y a des surplus locaux d'enseignants, ceux-ci peuvent facilement être engagés dans d'autres commissions scolaires d'autant plus que, à peu près partout, on est aux prises avec le phénomène des "départs".

3.2 Les résultats des prévisions d'enseignants

3.2.1. Les besoins globaux

Nous n'avons pu réaliser jusqu'à présent des prévisions que pour le personnel enseignant de chacun des niveaux d'enseignement — sauf les universités mais y compris l'enfance inadaptée et les chefs de groupe — et sans distinguer le réseau public du réseau privé. Faute de temps et surtout d'information, il a été impossible de préparer des prévisions en fonction des matières ou groupes de matières enseignées, ni des prévisions suivant l'expérience, la formation, l'âge, le sexe, etc. En fait, il reste beaucoup à faire dans ce domaine, mais les ressources humaines sont peu nombreuses et les informations statistiques sont souvent de piètre qualité et difficilement accessibles.

---

(1) Il est bien certain que toute mobilité géographique pose des problèmes. Ces problèmes sont encore plus grands lorsqu'un corps d'emploi, dans le contexte social actuel, est composé de 60% de personnes de sexe féminin.

Les prévisions que nous avons réalisées[1] sont fonction de trois facteurs:

- l'évolution des clientèles
- les hypothèses sur les taux de départ volontaire
- les rapports élèves/maître

A ces prévisions de stock d'enseignants, nous avons ajouté des prévisions concernant les nouveaux maîtres et des prévisions de retours à l'enseignement.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes:

- rapports élèves/maître

	(a)	(b)	(c)
maternelle	1/40	1/39	1/38
élémentaire	1/26	1/25	1/24
secondaire	1/17	1/16	1/15
collégial	1/15	1/14	1/13

- taux de départs volontaires (%)[2]

	1970/71	taux retenus pour prévisions
maternelle	12	8
élémentaire	11	7
secondaire	13	10
collégial	22	15

(1) Lavoie Yolande, Dufour Desmond, voir bibliographie.

(2) On retrouvera dans les documents préparés par Yolande Lavoie et Desmond Dufour des commentaires et explications concernant ces taux observés et les taux prévus - voir bibliographie.

- évolution des clientèles

hypothèse forte

hypothèse de stagnation

hypothèse faible

Le tableau 5 présente les résultats des besoins en maîtres si l'on maintient stables les rapports élèves/maître. Au graphique 3. on présente les résultats obtenus à la suite de la variation des rapports élèves/maître.

Ces résultats nous indiquent que le nombre d'enseignants requis diminuera fortement au cours des prochaines années, passant de 82 000 en 1974 à 61 000 en 1986 (selon les rapports actuels et l'hypothèse faible pour les clientèles). Il faut remarquer cependant que, tout comme la clientèle, les besoins fluctueront au cours des prochaines années (tableau ci-dessous).

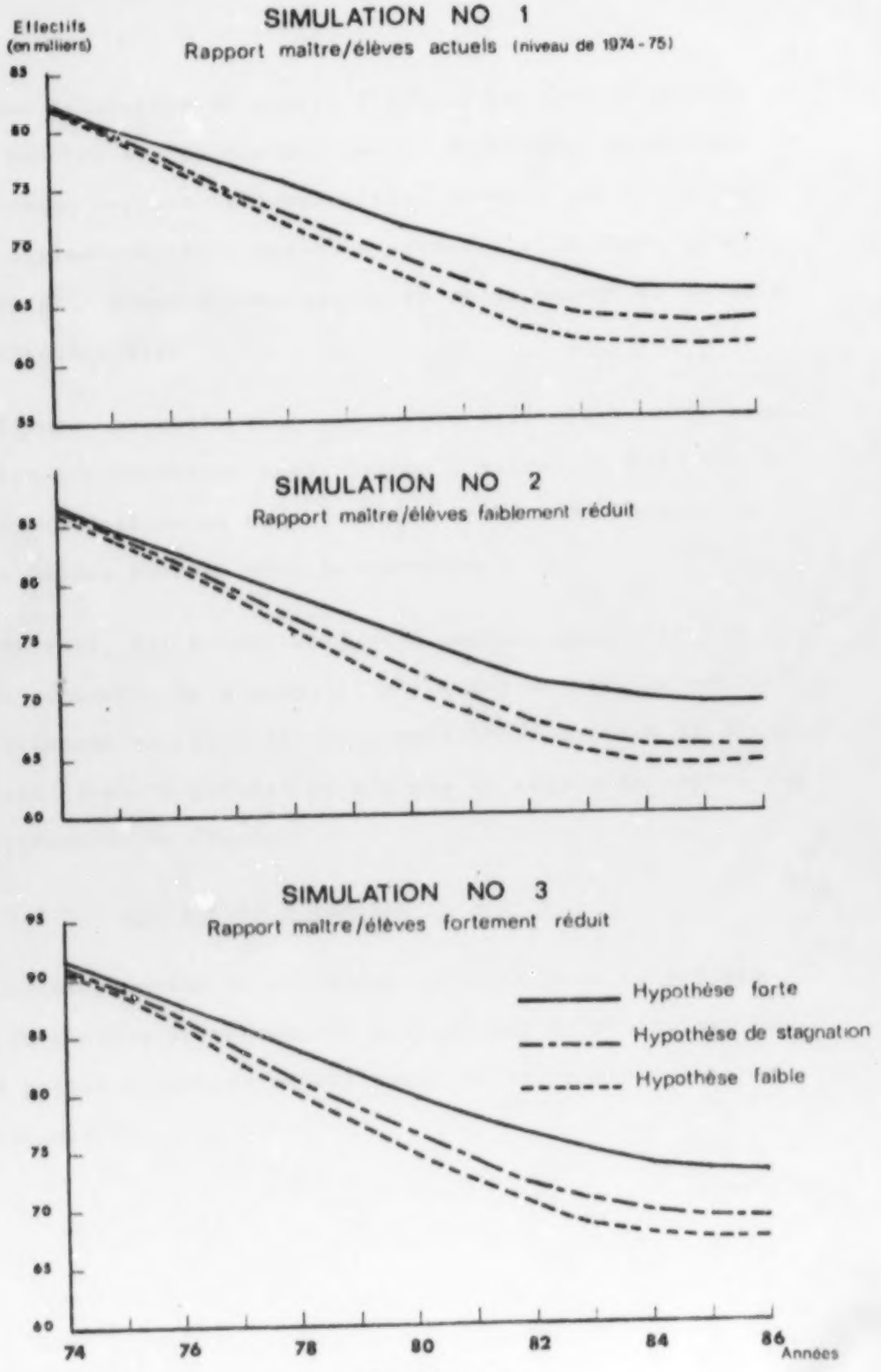
	1974	point minimal ou maximal	1986
Maternelle	2 292	2 214 (1976)	2 554
Elémentaire	29 212	23 489 (1980)	25 110
Secondaire	42 823	27 049 (1985)	27 166
Collégial	7 580	8 693 (1978)	6 247
Total	81 907	60 994 (1985)	61 077

TABLEAU 5 SIMULATION NO 1: RAPPORT MAÎTRE/ELEVES ACTUEL (NIVEAU DE 1974-75), POPULATION ENSEIGNANTE PREVUE SUIVANT LA POSITION, LE NIVEAU ET TROIS HYPOTHESES DE PREVISION DE CLIENTELE(1), ENSEMBLE DU QUEBEC, 1974 A 1986.

POSITION ET NIVEAU	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
HYPOTHESE FAIBLE													
MATERNELLE													
Enfance inadaptée 1/15	2	2	2	2	2	3	3	3	3	3	3	3	3
" " 1/8	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6
" " 1/6	14	14	13	14	14	14	14	14	15	15	15	15	15
Sous-total enf. inad.	24	24	23	24	24	25	25	25	27	27	27	27	27
Client. régulière 1/40	2,068	2,290	2,191	2,293	2,320	2,345	2,378	2,395	2,453	2,455	2,473	2,505	2,527
TOTAL MATERNELLE	2,092	2,314	2,214	2,317	2,344	2,370	2,403	2,420	2,480	2,482	2,500	2,532	2,554
ELEMENTAIRE													
Enfance inadaptée 1/15	2,651	2,715	2,795	2,861	2,177	2,135	2,132	2,150	2,166	2,183	2,228	2,253	2,279
" " 1/12	249	236	224	212	204	200	208	202	201	206	209	213	214
" " 1/8	746	708	671	636	612	600	600	601	603	619	627	634	642
" " 1/6	166	157	150	141	136	133	133	134	135	137	139	141	143
Sous-total enf. inad.	3,812	3,819	3,840	3,850	3,129	3,068	3,073	3,091	3,113	3,161	3,203	3,239	3,278
Client. régulière 1/26	25,400	24,126	22,942	21,662	20,861	20,456	20,424	20,600	21,750	21,872	21,351	21,587	21,842
TOTAL ELEMENTAIRE	29,212	27,945	26,784	24,812	23,990	23,524	23,497	23,691	23,863	24,233	24,554	24,826	25,120
SECONDAIRE													
Enfance inadaptée 1/12	1,522	1,480	1,451	1,371	1,312	1,250	1,178	1,103	1,039	992	967	961	961
" " 1/8	670	651	639	603	577	551	518	485	457	437	425	423	423
" " 1/6	122	118	116	110	105	100	94	88	83	79	77	77	77
Sous-total enf. inad.	2,314	2,249	2,206	2,084	1,994	1,901	1,793	1,676	1,579	1,508	1,469	1,461	1,461
Client. régulière 1/17	33,486	33,411	31,658	31,574	31,156	32,495	30,565	28,601	26,969	25,748	25,084	24,952	25,332
Chef de groupe 1/60	1,023	935	976	922	882	849	792	741	699	661	650	646	648
TOTAL SECONDAIRE	42,823	41,651	40,840	38,580	36,947	35,245	33,150	31,035	29,247	27,913	27,203	27,049	27,441
POLYVALE													
Client. régulière 1/35	7,580	7,871	8,113	8,560	9,693	8,621	8,191	8,000	7,500	7,527	7,387	6,987	7,111
TOTAL (tous niveaux)	81,907	79,581	77,951	74,269	71,939	69,760	67,235	65,146	63,190	62,168	61,744	60,994	62,226
HYPOTHESE DE STAGNATION													
MATERNELLE	Voir hypothèse faible												
ELEMENTAIRE	Voir hypothèse faible												
SECONDAIRE													
Enfance inadaptée 1/12	1,528	1,481	1,463	1,395	1,314	1,278	1,206	1,133	1,070	1,022	997	993	991
" " 1/8	672	654	643	611	587	562	530	499	471	450	438	437	435
" " 1/6	122	119	117	111	107	102	96	91	86	82	80	79	80
Sous-total enf. inad.	2,322	2,254	2,224	2,119	2,008	1,942	1,832	1,723	1,627	1,554	1,514	1,509	1,506
Client. régulière 1/17	30,639	30,511	27,858	26,074	24,691	23,151	21,383	20,491	19,769	19,526	19,573	19,251	19,731
Chef de groupe 1/60	1,023	999	983	933	897	859	810	762	719	684	667	667	670
TOTAL SECONDAIRE	32,988	31,800	31,166	29,066	27,596	25,952	23,925	21,982	20,115	20,767	20,059	19,930	20,035
POLYVALE													
Client. régulière 1/35	7,653	8,060	8,287	9,087	9,580	9,420	8,913	8,767	8,647	8,320	7,824	7,650	6,907
TOTAL (tous niveaux)	71,145	70,959	70,051	75,382	73,469	71,266	68,790	66,767	65,105	63,505	62,933	62,565	61,606
HYPOTHESE FORTE													
MATERNELLE	Voir hypothèse faible												
ELEMENTAIRE	Voir hypothèse faible												
SECONDAIRE													
Enfance inadaptée 1/12	1,530	1,510	1,489	1,432	1,387	1,335	1,262	1,191	1,129	1,079	1,052	1,046	1,049
" " 1/8	673	664	651	630	610	587	555	524	497	475	463	460	461
" " 1/6	122	123	118	115	111	107	101	95	90	86	84	84	84
Sous-total enf. inad.	2,325	2,297	2,258	2,177	2,108	2,029	1,918	1,810	1,716	1,640	1,599	1,590	1,594
Client. régulière 1/17	33,711	33,974	33,607	32,158	30,983	31,632	32,748	30,803	29,285	28,508	27,295	27,139	27,227
Chef de groupe 1/60	1,029	1,005	995	963	932	897	843	801	759	726	707	703	705
TOTAL SECONDAIRE	43,067	42,212	41,651	40,295	39,023	37,558	35,514	33,514	31,760	30,374	29,604	29,432	29,550
POLYVALE													
Client. régulière 1/35	7,820	8,314	8,507	9,783	10,410	10,250	10,347	10,165	10,447	10,193	9,971	9,914	9,911
TOTAL (tous niveaux)	77,321	80,594	79,815	77,310	75,457	73,732	71,754	70,185	68,750	67,484	66,631	66,150	66,284

(1) DUPOUR, Desmond et LAVOIE, Yolande: La fréquentation scolaire au Québec, 1976 à 1986, Document démographie scolaire 9.20, Direction générale de la planification, Ministère de l'Education, Québec, 1976.

Évolution du personnel enseignant suivant trois hypothèses de prévision de clientèle et trois simulations du rapport maître/élèves. Ensemble du Quebec 1974 à 1986



Graphique 3

Une diminution du nombre d'élèves par maître accroîtrait les besoins aux points minimaux. Cependant, le maintien de ces nouveaux rapports élèves/maître, lorsque les effectifs d'élèves atteindront leurs nouveaux sommets, signifiera un besoin encore plus grand d'enseignants et ce au moment où la main-d'oeuvre risque d'être rare.

Il nous apparaît donc impossible d'éliminer cette baisse du nombre d'enseignants sans risquer d'entraîner des problèmes très considérables de main-d'oeuvre et de coût lorsque le nombre des élèves entreprendra sa remontée.

En fait, nos études tendent à montrer que, s'il y a diminution du nombre de postes, il n'y a pas de surplus prévisible d'enseignants si, bien sûr, nos hypothèses de taux de départs se vérifient (jusqu'à présent on n'a pas de raison de croire que ces taux prévus se modifient).

3.2.2. Les postes à combler

L'introduction du phénomène mobilité dans la préparation des prévisions de personnels nous permet de déterminer le nombre de postes à combler annuellement au cours des prochaines années (tableau 6).

Tableau 6: Postes à combler dans l'enseignement par année et par niveau.
Ensemble du Québec

Niveau	74-75 à 75-76	75-76 à 76-77	76-77 à 77-78	77-78 à 78-79	78-79 à 79-80	79-80 à 80-81	80-81 à 81-82	81-82 à 82-83
Variante No 1 (voir tableau 5)								
Maternelle	205	85	280	212	214	223	209	254
Elémentaire	578	581	375	822	1,213	1,216	1,846	1,830
Secondaire	3,110	3,354	1,824	2,190	2,022	1,431	1,203	1,313
Collégial	1,430	1,421	1,664	1,417	1,238	860	1,036	1,100
TOTAL	5,323	5,441	4,143	4,641	4,687	3,730	4,294	4,497
Variante No 2 (voir tableau 6)								
Maternelle	211	87	288	218	218	228	215	259
Elémentaire	598	602	337	850	1,257	1,667	1,909	1,895
Secondaire	3,290	3,547	1,930	2,315	2,139	1,513	1,273	1,388
Collégial	1,533	1,521	1,782	1,519	1,326	922	1,109	1,179
TOTAL	5,632	5,757	4,387	4,902	4,940	4,330	4,506	4,721
Variante No 3 (voir tableau 7)								
Maternelle	217	89	295	223	225	234	220	267
Elémentaire	621	623	402	881	1,302	1,728	1,979	1,963
Secondaire	3,494	3,666	2,049	2,458	2,271	1,607	1,352	1,474
Collégial	1,651	1,640	1,919	1,636	1,428	993	1,195	1,269
TOTAL	5,983	6,018	4,665	5,198	5,226	4,562	4,746	4,973

Une première constatation c'est qu'à aucun niveau d'enseignement on ne prévoit un surplus d'enseignants. Si l'on fait la somme des postes à combler pour chaque niveau, on remarque qu'ils varient d'un maximum de 5 400 en 1976/77 à un minimum de 3 700 en 1980/81, puis remontent à 4 500 en 1982/83 (ces données postulent le maintien des rapports élèves/maître actuels). Ces chiffres seraient plus élevés si le nombre d'élèves par maître était diminué.

Nos résultats indiquent que pour l'ensemble du territoire québécois et à moins d'un changement subit et important du comportement des maîtres, la sécurité d'emploi pourrait être assurée. Il y a bien sûr le problème des mises à pied à chaque mois de mai; à notre avis, il s'agit là d'un problème causé par une politique administrative confuse. On ne peut nier malgré tout qu'il y ait surplus d'enseignants dans certains territoires et qu'une sécurité d'emploi au niveau d'un territoire de commission scolaire régionale, par exemple, est irréaliste lorsqu'on sait que certains territoires verront leur clientèle décroître de près de 60% au cours des prochaines dix années. Ces surplus locaux pourraient généralement être facilement épongés si on disposait de politiques qui favorisent la mobilité des enseignants et plus particulièrement la mobilité dans les territoires voisins de celui où il y a surplus. Il faut bien conve-

nir que certains surplus, surtout lorsqu'il s'agit de femmes mariées (le contexte social ne peut être ignoré lorsque nous présentons ce problème) sont plus difficile à éliminer; ce n'est cependant pas à cause d'une absence de postes à combler, souvent dans un milieu assez peu éloigné du précédent.

Lorsque nous traitons de ces postes à combler, nous ne pouvons malheureusement préciser de quel poste il s'agit ou si l'on veut de quelle matière ou groupe de matières est en cause. On peut penser que dans certains domaines, s'il n'y a pas surplus, il y a beaucoup moins de postes à combler. Cette analyse précise des postes qui se libèrent et qui doivent être combler reste à faire. Tout comme devra être entreprise l'étude de la répartition géographique des postes à combler. Ces études devraient à notre avis, être prioritaires et les données nécessaires à leur réalisation devraient être mises rapidement à la disposition des analystes.

En fait, il y a fort à faire du côté de l'analyse quantitative des personnels de l'éducation. C'est principalement et surtout à cause de la piètre qualité ou de l'impossibilité d'utiliser les statistiques recueillies que les démographes n'ont pu poursuivre et entreprendre de nouvelles études dans ce domaine.

3.2.3 A plus long terme

Face aux fluctuations importantes des clientèles scolaires au cours des prochaines années, il est primordial de mettre en place une politique des ressources humaines du secteur de l'éducation. Cette politique pourrait tenir compte de l'énorme bassin de main-d'oeuvre formé par les ex-maîtres, notamment les femmes mariées qui ont abandonné temporairement leur profession. La compétence et l'expérience de ces personnes pourraient être précieuses lorsque les besoins en personnels croîtront à la suite de l'accroissement des clientèles. Il faudra se pencher également sur la polyvalence des personnels qui pourrait être nécessitée par ces fluctuations des clientèles en "montagnes russes". Bref, comment planifier nos besoins et la formation des personnels dans ce contexte très instables? Voilà une question à laquelle il faudra répondre au cours des prochaines années.

CONCLUSION

Bien que le monde d'éducation soit actuellement frappé par la baisse de la clientèle — diminution qui était prévue dès 1969[1] —, ce qui se dégage des études prévisionnelles actuelles, c'est que le M.E.Q. devra offrir des services à des clientèles dont le nombre fluctuera considérablement au cours des prochaines années. La baisse actuelle des clientèles, qui traumatise un grand nombre d'administrateurs scolaires et qui en entraîne d'autres à formuler des avis qu'on doit considérer naïfs face aux possibilités de faire croître le niveau de la fécondité au Québec[2], la baisse des clientèles, dis-je, sera bientôt remplacée par un accroissement, même si les prévisions "pessimistes", face à la fécondité — 1,65 enfants par femme — se réalisent. Bien sûr, il faudra, au moment de cette croissance, ne pas oublier qu'elle sera suivie par une baisse dont le point inférieur sera tout probablement plus bas que celui que nous connaissons aujourd'hui.

---

(1) Amyot, Michel, La population du Québec, ses effectifs scolaires et ses besoins en maîtres, 1966-1981, Direction générale de la planification, Ministère de l'Education, mai 1969, 81 pages.

(2) On aurait intérêt à lire ou relire les résultats de l'enquête sur la fécondité des femmes québécoises préparées par J. Henripin et E. Lapierre-Adamcyk, afin de voir qu'on est loin d'être sûr que les mesures prônées par quelques organismes scolaires pour accroître la fécondité ont quelques chances de succès. D'ailleurs, on peut s'interroger sur le pourquoi de ces prises de position sur des moyens, alors qu'on ne peut les intégrer à l'intérieur d'une politique de population.

Dans ce contexte de fluctuations des clientèles, il nous apparaît important de nous pencher sur l'utilisation rationnelle des équipements en place et sur la possibilité de construire des locaux beaucoup plus polyvalents, en terme d'utilisation, que ceux qu'on connaît aujourd'hui. On devrait davantage réfléchir à la possibilité de l'utilisation des équipements par plus d'un type de clientèles. C'est ainsi que les écoles devraient avoir, sans qu'il faille y faire trop de transformations, des vocations variables dans le temps: par exemple, d'abord élémentaire, puis secondaire premier cycle, puis éducation aux adultes, puis retour à l'élémentaire avec une partie de l'école transformée et aménagée en bureau et qui pourrait être laissée à l'entreprise privée ou publique. Il y a lieu de se pencher sérieusement sur les véritables différences dans les besoins d'équipements entre ces types de clientèles. Plusieurs constructions ou transformations majeures pourraient ainsi être évitées. Ce nombre de constructions ou transformations pourrait être plus réduit encore si l'on pouvait contrer, un tant soi peu, la crainte du transport scolaire. A notre avis, il serait extrêmement important d'en étudier la ou les source(s) afin de trouver des remèdes, qui pourraient contrer cette peur du transport scolaire — quel est l'impact réel du transport scolaire sur le développement psychologique de l'enfant, sur sa réussite scolaire, sur le phénomène "drop-out", etc.? Cette question est d'autant plus

importante qu'avec les variations considérables de clientèles prévues, avec le maintien du développement domiciliaire du type unifamilial, on devra continuer de construire un très grand nombre d'écoles chaque année alors que des équipements quasi neufs seront à proximité, à demi utilisés et difficilement convertibles. Bien sûr que dans nombre de cas le recours à des locaux "préusinés" seraient des plus rentables. Encore là, on fait face à une levée de boucliers dans nombre de milieux. Cette opposition pourrait être contrée par un meilleur dialogue entre le M.E.Q. et le milieu.

Enfin, la gestion du personnel posera de multiples difficultés si, dès maintenant, on ne prévoit pas comment l'on fera face à ces fluctuations, qui ne seront certainement pas les mêmes dans tous les coins du Québec. Comment peut-on faire revenir à l'enseignement des personnes qui ont quitté la profession? Comment les recycler s'il y a lieu? N'y aurait-il pas lieu de former des maîtres plus polyvalents, qui sauront davantage s'adapter à des changements brusques causés par une clientèle en fluctuation?

Bref, l'évolution démographique du Québec aura de multiples impacts sur le système scolaire. Pour y faire face, ce système doit se préparer dès maintement. L'un des moyens les

plus importants est de se donner les outils nécessaires à une bonne connaissance quantitative de l'évolution de ses clientèles et de ses personnels. Terminons en soulignant que si l'évolution démographique est d'une grande importance pour le monde de l'éducation, il y aurait lieu que ceux qui oeuvrent en ce milieu s'intéressent et participent à l'élaboration d'une politique de population pour le Québec, non pas pour faire croître les naissances, mais "pour permettre le maintien et le développement du Québec comme collectivité distincte en Amérique du Nord"(1).

---

(1) Projet de livre blanc, op. cit. p. 5.

BIBLIOGRAPHIE

Amyot Michel, La population du Québec, ses effectifs scolaires et ses besoins en maîtres, 1966-1981, D.G.P., M.E.Q., mai 1969, 80 pages.

Amyot Michel, Diplômés 70, Documents démographie scolaire (9.10), D.G.P., M.E.Q., août 1973, 219 pages.

Amyot Michel, Dufour Richard, Evolution de la clientèle étudiante suivant le niveau et le degré d'enseignement, par territoire de commission scolaire et région administrative scolaire, réseau public, Québec 1965-66 à 1973-74. Documents démographie scolaire (9.31), D.G.P., M.E.Q., Janvier 1975.

Boutet Yvon, Diplômés 71, Documents démographie scolaire (9.19) D.G.P., M.E.Q., mai 1974, 193 pages.

Décarie Suzanne, Diplômés 72, Documents démographie scolaire (9.30), D.G.P., M.E.Q., octobre 1974, 243 pages.

Décarie Suzanne, Diplômés 73, Documents démographie scolaire (9.36) D.G.P., M.E.Q., septembre 1975, 353 pages.

Dufour Desmond, Lavoie Yolande, Les taux de scolarisation des régions administratives du Québec, (sexe, âge et niveau), 1961, 1966 à 1971. Documents démographie scolaire (9.17), D.G.P., M.E.Q., avril 1974, 96 pages.

Dufour Desmond, Lavoie Yolande, La fréquentation scolaire au Québec 1966-1986, Documents démographie scolaire (9.20), mai 1974, 112 pages.
Les mêmes auteurs ont publié un document pour chacune des régions administratives scolaires. Ces documents portent les numéros 9.21 à 9.29 inclusivement.

Dufour Desmond, Lespérance André, Estimation des clientèles scolaires des réseaux public et privé, Québec et régions administratives scolaires 1974-75, Documents démographie scolaire (9.35), D.G.P., M.E.Q., janvier 1975, 61 pages.

Gouvernement du Canada, Revue des politiques de l'éducation au Canada, Ottawa 1975.

I.N.R.S., Perspectives de population dans les territoires des commissions scolaires régionales du Québec, 1972 à 1986, Rapport t echnique (à paraître, printemps 1976).

Lavoie Yolande, Les enseignants du Québec 1965-66 à 1971-72, Documents démographie scolaire (9.18), D.G.P., M.E.Q., avril 1974, 121 pages.

Lavoie Yolande, La mobilité du personnel de l'enseignement de 1967-68 à 1971-72, Documents démographie scolaire (9.32), octobre 1974, 64 pages.

Lavoie Yolande, Dufour Desmond, Prévision du personnel enseignant (1974 à 1986) et des besoins en nouveaux maîtres (1974-75 à 1981-82) pour le Québec, Documents démographie scolaire (9.33), juillet 1974, 32 pages.

Lespérance André, St-Germain Claude, La population étudiante des universités du Québec de 1966-67 à 1982-83, Démographie scolaire, Document de travail 9.26 et 9.27, D.G.P., M.E.Q., novembre 1975, 368 pages et 329 pages.

Ministère de l'Immigration du Québec, Projet de livre Blanc sur les Ressources humaines, Montréal, septembre 1975.

Robillard Michel, Desy Jacques, Perspectives d'évolution des inscriptions à l'U.Q.T.R., 1975 à 1985, Rectorat de l'U.Q.T.R., déc. 1975, 89 pages.

Statistique Canada, Projections démographiques pour le Canada et les provinces 1972 à 2001. Ottawa 1974.

Statistique Canada, Statistique de l'enseignement - estimations 1975-76, catalogue 81-220, août 1975.

Statistique Canada, L'Education au Canada - 1973, catalogue 81-229, Ottawa 1973, 613 pages.

U.S. Bureau of the Census, Current Population Report, Séries, P. 20, no. 28, "School Enrollment - Social and Economics Characteristics of Students, October 1974", Washington 1975, p.49.